

Japon: Apogée et déclin du nationalisme **par Jean-Claude COURDY**

Le début du troisième millénaire coïncide pour le Japon avec les résurgences d'un passé récent qui fait entendre périodiquement des voix discordantes. Le traumatisme de la défaite dont les responsables identifiés avaient subi le châtement suprême infligé par le tribunal international avait été à l'origine d'un mouvement anti-militariste et anti-nationaliste sans précédent.

Une surenchère sur les pouvoirs en place avait pris les allures d'une exhumation de souvenirs cauchemardesques qu'une génération d'intellectuels comme le prix Nobel 1994, OE Kenzaburo et bien d'autres voulaient exorciser. Inconsciemment, le Japon faisait figure de victime d'Hiroshima et non plus de bourreau de Nankin. L'Etat et ses instruments institutionnels, en priorité l'armée, avaient failli. Les coups de boutoir d'un terrorisme d'extrême gauche, une paralysie de l'activité économique encouragée par le communisme soviétique poussaient insensiblement le Japon vers le bloc de l'Est. Le nationalisme nippon, ses sociétés secrètes, ses activistes de droite semblaient avoir disparu dans les cendres d'Hiroshima alors que la gauche, libérée des geôles militaristes, se reformait lentement. Le processus communiste venait de se mettre en marche et tentait de démontrer par la violence l'incapacité de Mac Arthur et des forces d'occupation américaines à faire redémarrer un Japon démocratique.

Mais l'épreuve de force qui s'était engagée grâce à l'argent du Komintern et de Staline fut bloquée par des facteurs à la fois circonstanciels et structurels: De 1946 à 1951, (Note: Le traité de Paix fut signé le 8 septembre 1951 à San Francisco, en l'absence de l'Union Soviétique, de la Chine et de l'Inde) Mac Arthur, à la tête du SCAP, le commandement suprême allié des forces d'occupation, prit sans en référer à Washington des mesures de coercition plus ou moins légales à l'encontre des agents soviétiques. Ceux-ci pullulaient à Tokyo sous occupation américaine.

Après le traité de San Francisco

Après le traité de San Francisco, et toujours sous influence américaine, la gauche radicale, privée de tête politique, doit se limiter à l'action syndicale souvent violente dans la ligne de la grève des transports de 1948, sous l'administration d'occupation. Ceux qui étaient les dépositaires du pouvoir, issus de la première élection démocratique de l'après-guerre,

(Note: Les premières élections de l'après-guerre se sont déroulées le 10 Avril 1946) se sentaient également les héritiers des responsabilités assumées par leurs prédécesseurs.

C'est grâce au parti libéral de Shigeru Yoshida, que, le 15 octobre 1948, les conservateurs durablement arimés au pouvoir imposèrent une vision historique dominée par la figure emblématique de l'Empereur, dans une tradition culturelle ininterrompue depuis le 6ème siècle avant JC, dont ils n'étaient que les maillons de la même nation intemporelle. Ce modèle de nationalisme qui faisait la jonction entre le mythe et l'histoire avait failli être remis en question par les hésitations américaines à conserver le régime impérial et la situation quasi révolutionnaire qui prévalait à la fin des années 40.

Outre la décision de ne pas traduire l'Empereur Showa devant le tribunal des crimes de guerre de Tokyo, deux facteurs allaient jouer un rôle décisif dans sa survie : Le déclenchement de la guerre de Corée le 25 Juin 1951 et l'action du Premier Ministre Yoshida Shigeru. Celui-ci sut définir un profil nationaliste modéré et donner au gouvernement japonais une stature de légitimité. Avec une marge étroite de manœuvre, il réussit à préserver une façade d'indépendance.

Face aux exigences américaines d'avoir à recréer une armée, malgré l'article 9 de la constitution, il tint bon et ne céda que partiellement aux exigences du sous-secrétaire d'Etat, Foster Dulles, sous la pression de l'invasion Nord Coréenne. Il accepta de mettre sur pied une force de police d'autodéfense de soixante dix mille hommes. Les successeurs de Yoshida poursuivirent une politique modérée qui

aura pour résultat la formation d'une force politique capable de conserver le pouvoir jusqu'à aujourd'hui, (Note: Le Parti Libéral et le Parti Démocrate ont fusionné le 15 Novembre 1955, pour former le Parti Libéral-Démocrate) à l'exception d'un bref intermède socialiste dans le cadre d'une coalition contre nature sous la direction du socialiste Murayama Tomiichi, du 30 Juin 1994 au 11 Janvier 1996 (Note: Du 9 Août 1993 au 30 juin 1994, le PLD a du céder la direction du gouvernement à deux factions en sécession, le Nouveau Parti de Hosokawa Morihiro et le Parti du Renouveau de Hata Tsutomu).

La politique de droite modérée du Parti Libéral-Démocrate fut violemment remise en question au cours de ces quarante dernières années de l'après guerre. La lutte sans merci de la gauche syndicale et la mobilisation populaire contre le traité de sécurité nippo-américain ne manqua pas de donner au nationalisme japonais des occasions de se mobiliser et de recourir à la violence. A des grèves quasi insurrectionnelles qui empêchèrent le Président Eisenhower de poser les pieds sur le sol japonais, à des manifestations imposantes dans la rue, à peine canalisées par la police, les ultra nationalistes armèrent le bras d'un fanatique.

Assassinats et Manifestations Violentes

Le leader socialiste Asanuma fut poignardé à la tribune du Parlement, en Octobre 1960. Le renouvellement du traité mais amendé, (Note: Kishi sous la pression populaire obtint d'Eisenhower que le Japon ne fut pas engagé dans un conflit au delà de ses frontières à l'exclusion d'Okinawa qui demeurerait cependant sous tutelle directe des Etats-Unis) fut signé à Washington par le Premier Ministre Kishi Nobusuke. Sa prolongation en 1970 par le Premier Ministre Sato Eisaku donna lieu à des manifestations sérieuses, d'autant qu'il s'agissait de faire pression sur les américains pour que fut conclu l'accord pour le retour d'Okinawa sous administration japonaise.

Finalement, Sato signa la restitution des îles Bonin le 17 Juin 1971 et Okinawa redevint définitivement japonaise le 15 Mai 1972. Le nationalisme de droite semblait assagi. En revanche, de nombreux groupuscules marxistes préparaient des actions violentes sous le sigle généralisé d'Armée Rouge, dans la mouvance des organisations étudiantes de gauche, notamment du Zengakuren dont le chef de file Akiyama, entouré de quelques dizaines de garçons et filles, avait tenu plus de quarante-huit heures dans la bibliothèque de l'université de Tokyo encerclée par deux mille policiers:

Détournement spectaculaire à Fukuoka, d'un avion vers la Corée du Nord, (Note: Le Président Jacques Chirac, alors secrétaire d'Etat au Budget, en visite à Tokyo, déclarait en réponse à une question de l'auteur qu'en la circonstance force devait rester à l'Etat: « Si j'étais concerné, je ferais donner l'assaut ») attaque sanglante de la maison d'un industriel à Karuisawa, attentat en 1972 de l'aéroport de Lod en Israël, en 1974, occupation de l'ambassade de France à La Haye... Toutes ces formations terroristes se retrouvèrent pour faire obstruction à la construction du nouvel aéroport de Narita. Avant sa mise en service, le résultat des émeutes de 1978 se chiffra à plus de dix mille blessés. Plus tard dans les années 80, les trotskistes du groupe Chukaku-ha attaquèrent à la roquette l'immeuble du Parti Libéral-Démocrate pour soutenir les revendications de cheminots contre leur privatisation envisagée. (Note: cf. Le Japon, l'ère d'Hiro-Hito, Jacques Gravereau, Imprimerie Nationale Editions, 1988, page 440 et 441).

Le 29 Novembre 1985, les mêmes firent exploser simultanément trente trois bombes qui allaient paralyser Tokyo pendant 24 heures. A diverses occasions, cette activité gauchiste masqua un retour insidieux du nationalisme. Le Premier Ministre Nakasone Yasuhiro en fut le prétexte en 1983, lorsqu'il décida d'aller se recueillir à Yasukuni, confirmation d'une promesse électorale devait établir aux yeux de l'opinion que sa conduite et ses décisions ne pouvaient pas être dictées de l'extérieur.

Une lecture plus approfondie de ce geste pour le moins inopportun, du point de vue de la majorité des conservateurs révèle le lien profondément affectif du Premier Ministre à la longue et douloureuse histoire de l'accession du Japon au rang de «

grande puissance » de 1868 à nos jours.

Avant même d'être élu président du parti Libéral-Démocrate, et donc d'accéder systématiquement aux fonctions de chef de l'exécutif, le nouveau Premier avait eu conscience de la nature solidaire du pouvoir avec l'histoire.

Jusqu'à la restauration de Meiji en 1868, les composantes du nationalisme nippon n'affleuraient pas à la surface, bien au contraire. Pendant la période de fermeture du pays à l'extérieur de 1620 à 1868, il n'existait pas au Japon de conscience nationale mais plutôt un sentiment très fort d'appartenance à un suzerain lui-même vassal d'un autre suzerain. La sortie de la féodalité a été perceptible du moment où s'est instauré un lien direct de filiation entre l'Empereur et ses sujets. Un an après la reconquête du pouvoir sur le Shogun, en l'an II de l'ère Meiji, le vieux shintoïsme de la nature, séparé du système politique féodal qui ne fédérait aucun pouvoir religieux, devint religion d'état.

La fusion des croyances et du culte des ancêtres avec les valeurs patriotiques, attribua à l'Empereur un caractère sacré qui le plaçait au sommet d'une pyramide politico-religieuse. La nouvelle religion devint l'instrument de la création d'une identité nationale. Le « Kokutai », structure de l'Etat, plus tard utilisé par les militaires pour asseoir leur domination, était certes en gestation depuis plus d'un siècle ; l'idée de « Sonnô », dévotion sans condition à l'Empereur, s'exprimait déjà en 1867 par le slogan « Sonnô Joy » : Révérons l'Empereur et Chassons les barbares. Le courant dit « Joy » qui regroupait un certain nombre de clans féodaux partisans de la restauration du pouvoir impérial, fut à l'origine d'une ambiguïté politique à propos de l'ouverture du Japon au monde extérieur.

L'action politique des dirigeants des clans « Joy » chargés par Meiji de négocier l'ouverture du Japon aux puissances occidentales, comportait l'engagement de fermer le Japon à toute influence étrangère (Note: cf. l'Empereur sacralisé, La Civilisation Japonaise de D. et V. Elisseeff, Arthaud, 1974). On sait ce qu'il advint de cette contradiction : La figure la plus emblématique du clan des Satsuma, Saigo Takamori, symbole des vertus de la classe guerrière des Samouraï, se révolta contre l'Empereur dont il avait été l'un des plus fidèles partisans contre le pouvoir shogunal (Note: Le clan de Satsuma a pour siège l'actuelle ville de Kagoshima au sud de l'île méridionale du Kyushu, connue pour son volcan à trois cratères, le Sakurajima, et sa proximité des champs de tir des fusées de lancement des satellites japonais).

Cette rébellion en 1881, fut l'aboutissement d'une série de divergences graves au sein de l'équipe dirigeante de Meiji :

- Désaccord sur l'avenir des samourai au service des clans féodaux auxquels l'Empereur avait donné l'ordre de dissoudre leurs troupes ou de les intégrer dans l'armée impériale,
- Refus impérial de s'engager dans une expédition aventureuse à la conquête de la Corée,
- Politique de ses anciens compagnons de Satsuma, Okubo et Kido, pour recentraliser les pouvoirs à Tokyo, dépossédant ainsi le pouvoir local à Kagoshima,
- Interdiction aux samouraïs de porter le sabre.

La recherche de l'unité nationale impliquait la fin des privilèges de la classe des samouraïs.

Saigo Takamori avait démissionné de toutes ses fonctions impériales et se consacrait à sa province du Sud. Bientôt, le fief des Satsuma fut hors de toute juridiction nationale et en état de sécession. En 1876, les samouraïs de ce fief attaquèrent la ville de Kumamoto, située plus au nord, en espérant la rallier à ses vues. Mais ceux de Kumamoto demeurèrent fidèles au gouvernement central. La rébellion du sud Kyushu dura six mois. Ce fut la dernière insurrection des féodaux. Elle prit fin en septembre 1877 devant la ville de Kagoshima.

L'armée impériale renforcée par les guerriers de Kumamoto amena les chefs rebelles à se faire « seppuku ». Il venait d'être démontré qu'avec leurs épées et

malgré leur courage , les samouraïs traditionnels ne pouvaient plus rivaliser avec une armée de conscrits paysans aux quels il était interdit naguère de porter les armes. Ces troupes impériales avaient été entraînées à l'occidentale et soutenues par un réseau moderne de communications (Note: cf. The modern history of Japan, 3ème édition corrigée, W.G. Beasley , p.119, Weidenfeld and Nicolson, 1981).

La Fin des Samouraïs

Cette révolte devait avoir un retentissement considérable après la mort de Saigo, puisqu'elle était à l'origine de la formation d'une société patriotique, le Genyosha. Celle-ci reprenait les idées expansionnistes de Saigo vers la Corée et la Chine et inaugura, pour faire prévaloir ses idées, la politique par l'assassinat de personnalités en vue. Les extrémistes de Satsuma ne faisaient que traduire dans les faits des idées répandues depuis plusieurs dizaines d'années par la classe intellectuelle et les écrivains.

La Corée, la Chine, la Mandchourie devaient servir d'exutoire naturel aux ambitions du Japon. Ils devaient passer sous tutelle japonaise pour se moderniser et former avec le Japon une alliance anti-occidentale. Le gouvernement de Meiji n'était pas opposé à de telles idées en matière de politique étrangère, mais pour les mener à bien préconisait d'autres méthodes que la violence et le conflit armé. En 1874, par exemple, le Japon avait recueilli l'accord tacite de la Chine pour contrôler les îles Ryukyu, dont Okinawa. En 1875, il avait annexé les Kouriles avec l'assentiment de la Russie, en échange de l'abandon de ses prétentions sur les Sakhaline. Mais le gouvernement de Meiji, pris dans un engrenage, finit par exclure la diplomatie comme alternative à la guerre. Le nationalisme japonais gagna rapidement une influence prépondérante sur la politique de la jeune nation. La victoire japonaise de 1894 sur la Chine qui mettait fin à la suzeraineté chinoise sur la Corée accordait au Japon l'île de Formose et la presqu'île de Liaotung avec le port stratégique de Port Arthur. Toutefois, sous la pression des Français, des Allemands et des Russes, le traité de Shimonoséki signé en mars 1895, fut révisé un mois plus tard et Port Arthur rendu à la Chine.

Pour les nationalistes nippons, cette guerre victorieuse accréditait le bien-fondé de leurs motivations. Il est vrai que l'exemple venait d'ailleurs. La puissance dérivait du manifestement de la possession d'un empire comme le démontrait l'influence de l'empire britannique ou encore celle de la France, celle du Portugal ainsi que les beaux restes de l'empire hispanique. Il paraissait naturel aux contemporains de Meiji que le Japon accédât à la puissance par la conquête d'un empire continental. La faiblesse manifestée par la Chine au cours de la guerre de 1894, avait incité les convoitises insulaires et le rôle de « Genyosha » sur les traces de la révolte des Satsuma avait été décisif pour souder les objectifs de politique étrangère à l'assassinat comme moyen de les accomplir.

L'Influence des Sociétés Secrètes

D'autres officines patriotiques, couvertures de sociétés secrètes, allaient prendre pendant un demi-siècle, une influence démesurée sur la politique intérieure du Japon : Le Kôdô-ha ou « Rassemblement de la Voie Impériale » et le Tôsei-ha (groupe de surveillance) ont proné dans les années trente les mêmes objectifs mais ont préconisé des moyens sensiblement différents le Kôdô-ha, plus radical envisageait une conquête armée de l'Asie et sur le plan intérieur théorisait un modèle national-socialiste de gouvernement.

Le Tôsei-ha se faisait l'avocat d'une pénétration de l'Asie, en priorité par des voies politiques et économiques (Note: cf. Le Japon, l'ère Hiro-Hito, page 64, éditions de l'Imprimerie Nationale, 1988).

Le premier assassinat perpétré fut celui de Ii Naosuke, sorte de Premier ministre du Shogun Tokugawa (Note : « Head of the Senior FUDAI house, Beasley, The Modern History of Japan, third revised edition, page 69, 1981). Cette pratique de l'assassinat politique organisé par les officines patriotiques qui se sont multipliées jusqu'en 1945, allait se poursuivre sous l'empereur Taisho, puis sous le règne de

Showa jusqu'à la défaite. La liste des hommes politiques victimes de sectaires ou d'illuminés est longue.

Les figures les plus proéminentes de la période Meiji disparurent ainsi : Okubo, du clan des Satsuma qui avait refusé sa participation à la révolte de Saigo, tué en 1878, Okuma, le réformateur, fondateur de l' Université de Waseda, assassiné en 1889. Quant à Ito Hirobumi du clan rival de Satsuma, le clan Choshu qui avait lui aussi pris parti contre le Shogun, il tomba sous les coups de poignard d'un fanatique Coréen en 1909 à Harbin en Mandchourie. En 1906, dans la foulée du traité de Portsmouth qui garantissait la légitimité de l'ingérence du Japon dans les affaires coréennes, Ito avait été désigné pour occuper les fonctions de Résident général du Japon à Séoul, doté de pouvoirs étendus. Pendant l'ère Taisho, il convient de rappeler l'assassinat du Premier Ministre Hara le 4 Novembre 1921. Le règne de Showa fut marqué par la mort violente d'un autre Premier Ministre, Inukai, tué le 15 Mai 1932 dans sa résidence privée par un commando d'officiers fanatiques de l'armée et de la marine. Pour compléter cette liste, il conviendrait d'y ajouter les victimes de la révolte des jeunes officiers du 26 février 1936, dit « ni ni roku » . Après l'effondrement du Japon en Août 1945, les ultra-nationalistes n'avaient pas abandonné leur combat puisqu' en 1960, en pleine séance de la Diète, ils sacrifièrent un jeune étudiant qui poignarda le dirigeant socialiste Asanuma pendant son discours à la tribune.

Contrairement à beaucoup d'autres pays, le nationalisme nippon a toujours été lié à des choix de politique étrangère. Il s'agit d'un credo expansionniste qui a toujours privilégié la violence comme moyen d'action et qui a trouvé dans l'armée un instrument idéal de propagation d'influence et de pouvoir à l'extérieur des îles, sur le continent. Le processus d'annexion de la Corée fut mené au pas de charge par le général Terauchi qui cumulait les fonctions de ministre de la guerre depuis 1902 et celles de résident général en Corée depuis l'assassinat d'Itô Hirobumi. Chargé de prendre le contrôle total du territoire coréen avec à sa disposition la police et l'armée, il combla les souhaits du gouvernement de fin de règne de Meiji en obtenant par la force du gouvernement coréen, la signature du traité d'annexion, le 22 Août 1910.

Cette prise de possession effaçait de la carte toute identité coréenne, y compris linguistique (Note: interview par l'auteur du général Park Chung Hee, dictateur de la Corée, Septembre 1964) Il ne fût pas étonnant qu'elle suscitât une opposition massive en Corée engendrant un cycle d'attentats - répression jusqu'à la chute du Japon en 1945. L'annexion de la Corée après la légitimation de la présence japonaise en Mandchourie ne fut que le début d'une soif d'expansion favorisée par un contexte international favorable. Le renouvellement en 1911, de l'alliance nippo-britannique de 1902, la présence du Japon aux côtés des alliés pendant le premier conflit mondial, donnèrent à Tokyo suffisamment d'assurance pour faire pression sur la Chine.

Les « 21 demandes de 1915 » et la victoire diplomatique du Japon au traité de Versailles en 1918 qui faisait la part belle au Japon au détriment des Chinois et des Russes illustrèrent le succès de l'apprentissage du Japon dans le concert des grandes puissances.

Deux guerres et quatre traités jalonnent l'accès du Japon au rang des grandes puissances : La guerre avec la Chine de 1894, la guerre avec la Russie de 1904-1905, les traités de Shimonoseki en 1895 , de Londres en 1902 renouvelé en 1911, de Portsmouth en 1905, de Versailles en 1919.

On remarque qu'aucune de ces étapes n'implique une intervention quelconque de la part des Etats-Unis.

Tout au plus ceux-ci protestèrent-ils contre l'importance du corps expéditionnaire japonais en Chine dont les effectifs dépassaient 50000 hommes. Mais le Japon avait obtenu mandat de la Société des Nations pour récupérer les droits allemands sur la province du Shandong ainsi que sur les archipels allemands au Nord de l'équateur.

L'euphorie nipponne allait être de courte durée. Le premier clash survint à la

conférence de Washington en 1921-22 sur la limitation des marines de guerre. En cause, le ratio des forces navales entre les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et le Japon, ce dernier s'estimant lésé, mais également la présence japonaise au Shandong et le maintien de troupes japonaises en Sibérie devant l'avance des Soviétiques, alors qu'Américains, Canadiens et Français suivis par les Anglais avaient préféré se retirer. La tension avait en particulier monté d'un cran entre les Etats-Unis et le Japon.

La Guerre de la Grande Asie Orientale

On pourrait croire que le nationalisme Japonais marqua une progression constante, depuis la guerre de 1894 avec la Chine jusqu'à son culmen en 1937. Il n'en fut rien. L'incident avec la Chine dit « incident du Pont de Marco-Polo » fut déclenché sous un faux prétexte inventé par les activistes de l'armée du Kwangtung pour pousser le Japon dans la guerre de la « Grande Asie Orientale ». A plusieurs reprises, dans les années 20 d'abord et même dans les années 30, la politique japonaise s'est infléchie vers des attitudes plus libérales.

Des personnalités de la période Meiji comme Okubo, du clan des Satsuma, Okuma, le fondateur de l'université de Waseda, Itô Hirobumi du clan Chôshu, Iwakura qui rétablit les contacts politiques avec l'Occident, plus tard Shidehara ministre des Affaires étrangères durant deux périodes cruciales, avaient contribué à façonner des institutions et des comportements d'inspiration libérales. La voie était ouverte vers une démocratie à l'anglaise : Parlement majoritairement bipartite, politique Chinoise de soutien aux éléments révolutionnaires comme ce fut le cas avec le Docteur Sun Yat –Sen et la révolution de 1911, montée en puissance d'une économie de libre entreprise avec des hommes compétents comme Shibusawa, surnommé le « Samouraï en flanelle grise », tous ces ingrédients rendaient le Japon crédible auprès des puissances occidentales.

L'ambiguïté fondamentale de la restauration de Meiji favorisa la montée du nationalisme extrémiste. Dès lors, la façade présentable s'écroula en 1933, lorsque le Japon quitta la Ligue des Nations à Genève. La dictature militaire s'installait sous le couvert de sociétés secrètes comme la société de la rivière Amur ou société du Dragon Noir, avec la participation d'officiers activistes issus des nouvelles couches populaires de l'armée et non de la caste des Samouraïs qui voyait avec inquiétude se développer l'influence de ces roturiers à partir du corps expéditionnaire en Chine.

Le Coup d'Etat Manqué du 26 Février

La tentative de coup d'Etat du « Ni Ni Roku », le 26 février 1936, était l'œuvre de ces officiers qui n'appartenaient pas à la noblesse (Note: Un film de l'écrivain Mishima Yukio a marqué le trentième anniversaire de ce coup d'état manqué. Il raconte le suicide par « seppuku » de l'un de ces jeunes officiers auquel l'écrivain s'identifiera le 25 Novembre 1970, avec la mise en scène de son propre suicide selon le même rituel. Il s'agit du film « Yukoku », Le Patriotisme, présenté au festival du court-métrage de Tours en 1966).

Une lecture comparée de l'exaltation de la nation japonaise avec des phénomènes similaires en Europe ou aux Etats-Unis montre que si la droite nipponne n'a pas accouché d'un parti politique comme le Front National en France, elle a du moins suscité depuis 1945, un fort courant révisionniste et négationniste.

Malgré le puissant syndicat des enseignants, un agglomérat d'associations patriotiques ou culturelles ont investi la commission de contrôle des manuels scolaires du ministère de l'Education.

Cette extrême droite liée dans sa grande majorité au gangstérisme avait vu sa position confortée par l'appui de l'administration américaine d'occupation. Plusieurs criminels de guerre avaient ainsi été libérés pour servir de recruteurs d'hommes de main chargés de saboter par la violence les syndicats et associations liées au Parti Communiste. Tous les gouvernements libéraux-démocrates qui se

sont succédés depuis la fin de la période d'occupation, ont laissé la droite nationaliste et l'extrême droite contrôler les contrôleurs, lorsqu'ils ne les ont pas encouragés, comme ce fut le cas pendant la période Kishi, la mandature Nakasone ou celle de Takeshita.

En 2001, Crise internationale grave ouverte avec la Chine et la Corée du Sud

M. Koizumi par son refus d'intervenir pour redonner à la commission de contrôle des manuels une représentativité de toutes les sensibilités déclencha une avalanche de communiqués hostiles. Sa décision de se rendre au temple Yakusuni refuge et symbole d'un nationalisme qui avait précipité le Japon dans l'abîme, ajouta à la confusion et compromettait les chances du Japon de jouer, à court et moyen terme un rôle politique ou même économique de leader dans la région Asie. Le Premier Ministre Koizumi, tout en « surfant » sur sa popularité s'est offert le luxe de heurter les sentiments d'une partie non négligeable de son opinion et de sa majorité politique et d'affronter une situation diplomatique difficile face à ses deux puissants voisins. L'hypothèse d'une maladresse avancée par certains journaux nippons, n'était pas crédible, s'agissant d'un Premier reconnu comme un homme intelligent, un politicien avisé et une forte personnalité. Quel intérêt avait-il, d'ouvrir un front diplomatique et idéologique alors que le front économique requérait toutes les énergies ?

La Philosophie Politique de Koizumi

Le nationalisme Japonais tel qu'il apparaît dans sa traduction politique incarnée par le gouvernement à majorité conservatrice ne reflète pas forcément sa réalité profonde. Ce que les Japonais appellent le Tatemae, ce qui apparaît (Note: par opposition à Honne, ce qui est... cf. paragraphe Racines et Prolongements page 23) qui, loin s'en faut, ne fait pas l'unanimité, conduit à une analyse du phénomène dans sa réalité profonde. La philosophie politique de Koizumi s'apparente à une conception de la démocratie que l'écrivain Mishima Yukio définissait dans les années 60, comme un instrument utile pour gouverner (Note: cf. Entretien avec l'auteur à Tokyo, septembre 1966) L'explication d'une conduite des affaires en apparence irrationnelle relève de ce qu'on pourrait appeler le Paradoxe de Kyogoku.

Le Paradoxe KYOGOKU

Il s'agit d'un paradoxe mis en évidence tous les dix ans, au moment du renouvellement du traité de sécurité nippo-américain :

1950, la défaite et l'occupation ont détruit toutes les valeurs traditionnelles qui étaient le fondement de la société de Meiji en 1868. Or, la nouvelle constitution qui supprime la monarchie de droit divin et conduit à la création d'institutions parlementaires d'inspiration américaine qui vont fonctionner avec un personnel politique profondément marqué par les idées de la période Meiji.

1960 : La violence d'inspiration communiste, les débordements gauchistes, la paralysie des mécanismes d'Etat montrent que les institutions mises en place sont dans l'incapacité d'assurer au pays une gestion démocratique.

1970 : Si la violence devient l'exception, la démocratie est descendue dans la rue, car les institutions s'avèrent impuissantes à combler les aspirations populaires souvent contradictoires dès qu'il s'agit de décisions qui engagent le Japon en tant que nation. Ainsi, on exige le départ des Américains, mais on refuse au gouvernement les moyens d'action qui lui seraient indispensables pour éviter toute dépendance à l'égard des Etats-Unis. Le traité de sécurité est donc renouvelé.

1980 : La rue s'est calmée, peut-être sous l'influence de l'abondance et de la richesse en pleine affluence. Des relations plus équilibrées se sont construites

avec les Etats-Unis après le retour d'Okinawa sous administration japonaise. Mais le fonctionnement des institutions relance un malaise identitaire comme en témoigne la vogue des films, livres, mangas dont les thèmes et les héros spécifiquement japonais exaltent le « Budô » la voie du guerrier, les exploits des Samouraïs etc... Les années 80 sont désormais estampillées comme « les années rétroviseur ». Ce phénomène de société met en évidence le décalage de cette mode avec les affirmations des tendances les plus modernistes et le goût de la jeunesse pour les gadgets technologiques les plus sophistiqués.

1990 : Au moment où la prospérité économique est au plus haut, l'Empire, tel que l'a dessiné Meiji, disparaît avec la mort de l'Empereur Showa. La monarchie constitutionnelle s'installe définitivement avec l'arrivée sur le trône de l'Empereur Akihito et de l'ère Heisei, même si le rituel du couronnement en 1991 n'est pas sans rappeler la légitimité religieuse du pouvoir impérial. Le changement est toutefois perceptible dans l'assouplissement d'un protocole qui n'isole plus la fonction comme sous le règne de Showa.

L'Eclatement des « bulles »

L'éclatement des « bulles » financière et immobilière ainsi que la crise qui s'ouvre en 1991 marquent un assouplissement des relations entre les relais du pouvoir et les citoyens. Cependant, le fonctionnement des institutions politiques est grevé par les maladroites des hommes politiques les plus éminents et par les scandales de tous ordres, financiers ou sexuels mis sur la place publique par une presse d'une liberté absolue.

De nouvelles contradictions surgissent dans les comportements de générations : les 18-25 ans refusent toute intégration à un modèle de société où la valeur « travail » les conduirait à ce qu'ils ressentent comme un esclavage, alors que sont privilégiées les valeurs « loisirs ». Ce phénomène tout à fait nouveau bouleverse un modèle économique qui a fait du Japon le « deuxième grand » mais dont les recettes deviennent un handicap dans le processus de mondialisation.

Cette « hybridation » ne va pas sans anomalies qui ont fini par gangrener le système politique (Note : Ces paradoxes et ce décalage entre les institutions et ceux qui les font fonctionner sont entre autres analysés par le politologue KYOGOKU Jun-ichi, ainsi que par l'écrivain Mishima Yukio. Ces contradictions montrent à quel point le Japon considérait jusqu'ici la démocratie, non comme un objectif ou un idéal mais comme un instrument. La démocratie doit demeurer dans l'ordre technique. Cf. « La Dynamique Politique du Japon », « Nihon no seiji », Kyogoku Jun-ichi, University of Tokyo Press, 1983, english translation, 1987 - « Après le Banquet » trad. Du Japonais par G. Renondeau, Gallimard, 4e trimestre 1965).

L'idée de constitution qui prévaut en occident depuis plusieurs siècles assujettit à la loi les rois, les princes aussi bien que les citoyens. Au Japon comme dans la plupart des autres pays d'Asie, ceux qui détiennent l'autorité ne se sentent pas concernés par un corpus juridique dont ils sont souvent eux-mêmes les auteurs. La Constitution de 1947, dans son article 14, assure tous les citoyens d'un traitement égal devant la loi et l'article 44 garantit l'égalité électorale.

Or, cette égalité est bafouée par un système électoral qui organise dans chaque circonscription, soit une sous soit une sur-représentation. Une dérive aussi criarde au profit du parti Libéral démocrate a perduré près d'un demi-siècle. Le système électoral vient d'entrer dans un processus de réforme qui permettra peu à peu d'atténuer les effets du clientélisme. Au cours d'une élection législative récente, une association civique avait émis des affichettes représentant un candidat député en train de haranguer un parterre en tendant une main pleine de billets vers l'assistance. La légende disait : « On est prié de ne pas accepter de l'argent du candidat ».

Un Premier ministre des années 80 accusait la Cour Suprême d'aller au delà de ses compétences pour avoir déclaré inconstitutionnel au regard de l'article 81, un déséquilibre flagrant de représentation dans une circonscription. La corruption qui

se manifeste à chaque scrutin n'est aussi que le résultat d'un système hybride qui perdure et montre que de vieilles traditions subsistent autour des associations de soutien que les partis politiques ont rassemblées autour d'eux.

Ces exemples montrent sinon « la mentalité de dépendance du peuple Japonais » (Note: Cf. Kyogoku, *The Political Dynamics of Japan*, page 228, trad. Anglaise de University of Tokyo Press, 1987), du moins la résistance d'un univers culturel japonais, lié à une société confucéenne très sophistiquée qui se lézarde de l'intérieur.

Jusqu'à la moitié des années 90, on pouvait encore parler au Japon, de société traditionnelle, avec certes une dégradation des rapports familiaux tels que les montraient déjà dans les années 30, les films du cinéaste OZU (le voyage à Tokyo).

L'Ascension des Femmes

Depuis, la remise en cause des hiérarchies, celle de l'homme dans le foyer, celle du chef d'entreprise, celle du monde politique, impose un changement de société auquel répugnent les politiques lorsqu'ils ferment les yeux sur les réformes indispensables. En 1998, on comptait 10 % de séparations de couples en plus par rapport à 1997. (Note : Les statistiques administratives distinguent les divorces dits « Narita » qui affectent les jeunes mariés et les divorces des femmes de 50 ans devenus un fait de société dans les années 1995-2000).

L'emploi à vie

Il était abandonné depuis le début des années 90 tandis que le chômage avait triplé en cinq ans et ce n'était que le début d'une descente aux enfers qui devait se poursuivre dans les premières années du 21^{ème} siècle. Dans la même période, les rapports des Japonais avec les étrangers avaient été bouleversés par l'apparition d'une immigration clandestine malgré des mesures rapides et efficaces destinées à faciliter une certaine intégration ethnique des clandestins chinois pakistanais, iraniens, philippins...

La prise de conscience de l'environnement

Elle a également représenté un changement de mentalité dont le processus avait démarré avec l'affaire de Minamata. De ce point de vue, les réactions à l'accident nucléaire de Tokaimura sont exemplaires (Note: affaire de Minamata et Tokaimura).

L'arrivée au cœur du système, de managers et de capitaux étrangers

C'était le cas en l'an 2000 de l'installation au sommet de la hiérarchie de la société Nissan d'un « gaijin », étranger, français en l'occurrence initiait une transformation traumatisante dans une nation qui se croyait impénétrable.

Economie en restructuration et Principe d'Archimède

En Avril 2001, au moment où Koizumi Junichiro est élu Président du Parti Libéral Démocrate et donc Premier Ministre, il trouve une situation économique de bord de gouffre. Tous les indicateurs sont au rouge malgré les bouffées d'air que ses prédécesseurs ont tenté d'insuffler depuis 1995, dans l'économie de l'Archipel. Les économistes occidentaux jugent selon leurs critères que le Porte-avions Japon est en train de couler. On part de l'idée que l'épargne colossale des ménages qui a fabriqué la croissance phénoménale du Japon des années 70 et 80 est devenue un handicap majeur face à la menace de récession.

On fait remarquer aussi que l'éclatement des bulles immobilières et financières du début des années 90 auquel sont venues s'ajouter les créances douteuses des banques, ont fait l'objet de mauvaise gestion de l'Etat avec l'application de principes Keynésiens d'intervention massive de l'administration et de l'argent public. Obnubilés par les aspects économiques de la crise, les analystes américains et européens ont négligé l'impact des décisions gouvernementales ou patronales qui, parallèlement ont amené une transformation radicale de la société et des mentalités.

Depuis le séisme politique Hosokawa, l'erreur des gouvernements japonais

réformateurs a été de ne pas annoncer la couleur. Ils ont cru ou feint de croire que les indispensables ajustements de la politique économique nipponne pouvaient aller sans une réforme fondamentale du système éducatif, une transformation radicale des rapports patrons salariés, une altération de la rigidité des hiérarchies, une remise en cause de la suprématie du groupe sur l'individu, une valorisation à marche forcée de l'initiative individuelle.

L'Interventionnisme étatique

Or tout changement en profondeur de la société japonaise ne fait son chemin dans les esprits qu'avec lenteur et circonspection. Le modèle américain libéral fait tache d'huile dans un paysage profondément Keynésien où l'intervention de l'Etat demeure prépondérante. On l'a vu avec les plans de relance successifs qui ont injecté dans l'économie japonaise quelques centaines de milliards de dollars en moins de dix ans, pour préserver des institutions économiques traditionnelles vouées à la disparition.

On ne peut pas porter de jugement moral sur cet interventionnisme massif de l'Etat, hérésie du point de vue des grandes organisations mondialistes comme le FMI ou la Banque Mondiale. L'économie Japonaise ressemble à une orque géante blessée qui suit sa route avec des plongées plus ou moins profondes. Ses capacités d'apnée sont difficilement mesurables ; c'est pourquoi des statistiques concordantes et renouvelées qui identifieraient une récession, doivent être relativisées même dans une perspective de l'après 11 septembre et d'une dégringolade conjoncturelle des bourses.

Le poids des inerties politiques

Il s'avère parfois bénéfique lorsque les sociétés traversent des crises de confiance devant une menace, comme c'est le cas aux Etats-Unis ou en Europe. L'impatience occidentale n'a pas encore gagné le Japon qui vit dans son quotidien des attaques dont les conséquences auraient pu devenir aussi spectaculaires que celles qui ont été mises à exécution contre la super puissance Amérique en septembre 2001.

Une Relation étroite entre le politique, l'économique et l'administration

Cette collusion a amené certains commentateurs à parler de triangle de fer. La puissance de ce triumvirat désigne la puissance nipponne tirée non par l'une ou l'autre de ses composantes mais par un jeu de rôles qui pousse en avant tel ou tel des acteurs selon l'analyse conjoncturelle d'une situation prise globalement. Les profils hauts ou bas de chacun sont déterminés en fonction d'un intérêt national tel qu'il est perçu par un consensus de tous horizons.

A la tête de l'exécutif japonais, un profil haut comme celui de M. Hosokawa en 1995, a été suivi de profils bas comme ceux de M. M. Obuchi ou Mori, puis de celui d'une personnalité forte comme celle de M. Koizumi. Cependant quel que soit le profil des personnalités choisies pour être mises en vitrine, la puissance n'est jamais ici l'affaire d'un seul mais plutôt celle d'un appareil dont les rouages sont assemblés pour fonctionner avec la régularité d'un mécanisme horloger.

Les dérapages ne peuvent être corrigés que sur un long terme de même qu'ils ne peuvent jamais apparaître comme une génération spontanée. Les données circonstanciennes qui se sont acharnées contre une organisation parfaitement adaptée à ses objectifs rendaient inévitable la crise économique traversée par le Japon depuis dix ans. (Note : cf. analyse de la crise au chapitre III du présent ouvrage)

Quelle est la recette du succès d'un nouvel ordinateur ? Tous les constructeurs le savent, c'est son caractère évolutif autrement dit, la possibilité de lui ajouter de nouvelles fonctionnalités au fur et à mesure de leur invention.

Or, c'est bien de cela qu'il s'agit : La progression de l'économie japonaise avait été conçue dans une perspective d'adaptation à des changements qui pourraient survenir dans l'environnement international.

Mais les dirigeants japonais n'avaient pas suffisamment pris en compte les dérapages humains qui allaient contribuer à pourrir la machine, ni la rapidité du changement anticipé dans le cadre d'une évolution et non d'une révolution.

Le Japon ne s'était inséré dans cet environnement international qui avait pris de court ses stratèges, qu'après deux cent cinquante ans de repli sur lui-même, alors que la Chine faisait l'expérience amère des traités inégaux et ployait sa fierté devant les envahisseurs européens, américains et russes. Une première réaction consista à vouloir se ranger dans le camp des puissances et à prendre part au festin gratuit offert par une Chine esclave, humiliée, droguée à l'opium par les occidentaux.

Mais bientôt le nouveau venu dans la course à la puissance, conforté par le traité d'alliance de 1902 avec la Grande-Bretagne prit conscience des intérêts conflictuels qui l'opposaient à ceux d'un autre ambitieux voisin de la Chine : La Russie des Tsars, colosse aux pieds d'argile, dont les ambitions en Mandchourie et en Corée se heurtèrent très rapidement à celles du Japon dans la même zone. Le traité de Portsmouth, New Hampshire, résultat de la médiation du Président des Etats-Unis Théodore Roosevelt, signé le 5 septembre 1905, permet de mesurer l'ampleur d'une défaite considérée en Asie comme la déroute d'une puissance blanche.

L'Inoubliable Tsushima

Avec la victoire navale de Tsushima et la destruction de la flotte russe de la Baltique le 10 Août 1904, l'amiral Togo, à bord du navire amiral « Mikasa » avait été le moteur décisif qui propulsait son pays au rang de grande puissance. Le goût amer de cette aventure Tsariste a franchi les années et les régimes au point que Staline lui-même, en forme de revanche, participa en 1945 au partage de dépouilles d'un pays vaincu auquel il administra le coup de pied de la mule en lui déclarant la guerre après Hiroshima.

Après un siècle, le temps de l'oubli n'est pas encore venu puisque le conflit territorial des Kouriles demeure avec la Russie de Poutine un contentieux non élucidé. Il est frappant de constater qu'en l'an 2002, à Sapporo, la capitale du Nord, les Japonais rendent aux Russes le mépris dans lequel ceux-ci les tenaient au début du 20ème siècle. La méfiance est toujours de mise puisque plus du tiers des forces d'autodéfense y est concentré pour parer à une menace potentielle imprécise, en provenance certes de la Corée du Nord, mais aussi de la Russie. S'il fut un temps pendant la période Eltsine où l'on pouvait penser qu'un compromis serait trouvé, il n'en va pas de même avec le Président Poutine. Or le Japon qui a abandonné toute prétention sur les Sakhaline maintient une ligne politique ferme pour recouvrer les Kouriles sans partage comme les négociateurs l'avaient un moment proposé. Cette intégrité territoriale revendiquée haut et fort complèterait la victoire diplomatique des Japonais lorsqu'ils ont récupéré en 1972 sous leur administration les îles Bonin avec Okinawa.

LA GOUVERNANCE AMERICAINE

Le rôle du Japon apparaît souvent comme celui d'un mandataire des Etats-Unis. Dans le passé, les apparences ont renforcé et parfois exagéré son image d'agent de l'Amérique, en particulier pendant toute la durée du conflit vietnamien. Le gouvernement japonais avait la conviction qu'il ne pouvait bâtir une puissance conforme à ses ambitions qu'en gardant une posture internationale en retrait. A cet égard, bien que Tokyo soit toujours demeuré prudent, il s'est vu dans l'obligation de jeter les bases d'une politique indépendante tout en restant dans la mouvance des Etats-Unis.

D'une part, les changements intervenus dans l'ordre international, d'autre part l'apparition inhabituelle sur la scène politique japonaise de fortes personnalités ont donné au rôle du Japon sur la scène internationale un relief auquel le gouvernement de Sa Majesté l'Empereur ne nous avait pas accoutumés.

Ainsi les personnalités de M. Nakasone en 1985 ou de M. Koizumi en l'an 2001 ont-elles donné à leur pays une influence plus conforme à la réalité de sa puissance. De même, la chute du mur de Berlin, ou l'attaque terroriste du 11 septembre 2001, ont-elles créé un environnement international qui a forcé le Japon à réorienter son action internationale.

Les Japonais qui n'avaient cessé d'entretenir de bonnes relations avec les pays communistes d'Asie, même au plus fort de la guerre du Vietnam, ont réussi à persuader leurs alliés d'Asie Pacifique comme la Nouvelle Zélande et l'Australie que dans l'alliance américaine, ils partageaient les mêmes préoccupations. L'allergie nucléaire du Pacifique Nord rejoignait celle du Pacifique Sud. Dans le même temps, la Chine nucléaire n'a jamais éprouvé de réelle crainte à l'égard de son voisin japonais.

Dans tous les cas de figure d'affrontements potentiels, Nord-Sud, Est-Ouest, Orient-Occident, la puissance japonaise s'est toujours imposée comme « puissance passerelle ». Claude Lévy-Strauss appelle cette stratégie, « le double standard »... « L'un des traits les plus forts de l'âme japonaise consiste, me semble-t-il, dans son étonnante capacité à passer alternativement d'une attitude à une autre... » (Note : interview de Claude Lévi-Strauss à Catherine Clément, novembre 1980).

Ambivalence Culturelle

La personnalité du Premier Ministre des années 85, M. Nakasone rend compte de cette double face : A l'époque, il passait pour un va-t-en-guerre, un militariste convaincu et dans le même temps, il s'affirmait comme le partisan le plus acharné de la création de zones dénucléarisées aux côtés des socialistes australiens et néo-zélandais. En 1978, Nakasone avait même développé sa vision d'un monde désarmé acceptant pour le règlement de ses conflits, l'intervention d'une police internationale placée sous l'autorité des Nations Unies. (Note : cf. Les Cahiers du Japon, extrait d'un article de Nakasone Yasuhiro publié en septembre 1978.)

En un quart de siècle, le monde et le Japon ont changé, mais cette idée de « double standard » semble revenir à la mode à travers les discours et les actes du gouvernement Koizumi.

Synergie – Allergie au sein d'une alliance avec les Etats-Unis apporte à celle-ci la flexibilité suffisante au maintien d'une marge de sécurité lorsqu'une escalade vers un conflit survient inopinément, comme cela semble être le cas après l'attaque terroriste du World Trade Center à New York, le 11 septembre 2001.

La lecture du livre blanc de la défense du Japon pour l'année 2001 indique des mesures concrètes qui illustrent cette position du double standard, afin de renforcer la participation japonaise à l'alliance. Lors de sa visite au Président Bush le 25 septembre 2001, donc quinze jours après l'attaque terroriste, M. Koizumi interprétait l'article 9 de la Constitution, façon Nakasone : Le déploiement par les Japonais de personnels militaires sur des théâtres extérieurs d'opérations pour prévenir des attaques terroristes devenait possible et Koizumi se faisait fort d'en convaincre la Diète.

Quelques jours plus tard devant les journalistes de la Presse étrangère à Tokyo, le Premier Ministre répétait que l'engagement du Japon aux cotés des Etats-Unis serait concrètement déterminé par les décisions prises à Washington, mais respecterait les dispositions constitutionnelles. A Pékin où il était allé prendre la température de son inquiétant voisin, il présentait officiellement ses excuses à la Chine pour les souffrances endurées par le peuple Chinois pendant le deuxième conflit mondial avant d'annoncer au Président Jiang Xeming l'engagement inconditionnel du Japon dans la lutte des américains contre le terrorisme islamique. Cette précaution pensait-il devait lui permettre de faire d'une pierre deux coups : D'une part, effacer la mauvaise impression laissée en Chine et en Corée par des décisions politiquement contestables, à propos du comportement de l'armée japonaise pendant la guerre de la Grande Asie Orientale, d'autre part, préparer les

Chinois à accepter une interprétation de la Constitution Japonaise qu'ils ont toujours considérée comme un signe de la renaissance du militarisme japonais.

Au début du 21^{ème} siècle, la puissance Japonaise devait faire face à une conjoncture fondamentalement différente de celle des crises précédentes. Alors que dans la foulée du deuxième choc pétrolier de 1978, les pays riches se trouvaient pris au piège du pétrole en même temps qu'à celui de leurs divisions. Dans l'après 11 septembre, les Japonais voient avec soulagement, s'éloigner le spectre d'un rationnement du carburant, car le prix du baril qui flambait quelques jours auparavant, s'effondrait soudain au dessous du seuil fatidique des 22 dollars. De plus le consensus rassurant de l'Europe et du reste de l'Asie, y compris de pays communistes comme la Chine ou la Corée du Nord Nord autour de l'Amérique, avait créé au Japon un climat favorable à un effort de défense contre un ennemi identifié, le terrorisme, dont les Japonais avaient fait l'expérience à leurs dépens en 1995 avec l'attaque au gaz « sarin » de la secte religieuse Aum Shinrikiyo. La destruction des tours jumelles du World Trade Center a momentanément en levé aux Japonais l'obligation de faire un nouveau choix à propos de l'option nucléaire et du bouclier anti-missiles. En revanche, le Premier Japonais a vu se compliquer une situation économique et financière déjà fort préoccupante avant le 11 septembre. Les agences de notation de l'économie les plus en vue dans les sphères financières, comme Moody's avaient émis des doutes sur les capacités du Japon à faire face à sa dette publique parvenue au seuil maximum de 130% de son produit intérieur brut.

Or, le 4 octobre 2001, Koizumi Junichiro qui avait annoncé une politique de redressement, se voyait contraint à changer de cap et à alourdir une dette au seuil du tolérable. L'attentat de New-York avait mis le premier Japonais en demeure de continuer comme par le passé à stimuler la relance à coup de travaux publics financés par l'état et d'aides à certains secteurs en difficulté comme le BTP. Le Premier Ministre avait promis au Keidanren d'autoriser un dépassement du plafond d'émission des obligations d'état, préalablement fixé à trente mille milliards de Yens.

Il apparaissait après les attentats que ce dépassement ne dépasserait pas cinq milliards (Note: Le Patronat Japonais est représenté par deux grandes organisations : Le Keidanren qui définit la politique macro économique et fixe les grandes lignes de la politique internationale des entreprises et le Nikkeiren qui a en charge les relations interentreprises et définit la politique salariale.)

Il n'en demeurait pas moins que l'image de réformateur de M. Koizumi qui lui avait été forgée par son ministre des affaires économiques, M. Takenaka Heizo se trouvait soudain écornée par la suspension d'un plan de remise à niveau d'une économie à la dérive et la résignation du gouvernement à laisser croître l'endettement de l'Etat.

Le public Japonais qui soutenait son Premier Ministre à plus de 80% ne se plaignait pas de l'abandon de la politique d'austérité qu'on lui avait promise. Dans un entretien, début juillet 2001, avec le futurologue américain Alvin Tofler, Koizumi revenait à plusieurs reprises sur la nécessité pour le peuple Japonais d'accepter les souffrances inhérentes à l'indispensable réforme. Sa préoccupation essentielle se tournait vers les conséquences du chômage en train de se répandre dans toutes les couches de la société, pour demander à son interlocuteur de ne pas toujours regarder le flacon à moitié vide : « ...Nous sommes inquiets parce que le Japon traverse une période de dépression.

A l'opposé, on peut dire que malgré cette récession, certains aspects positifs nous font dire que par comparaison avec la Grande Bretagne ou les Etats-Unis, le Japon est en meilleure position : Le yen se maintient et même s'apprécie, le taux de chômage, de 4,5% est du même niveau que celui des USA...Ne soyez pas toujours obsédé par les côtés négatifs, sachez voir les perspectives encourageantes... » (Note: Entretien d'Alvin Tofler avec le Premier ministre Japonais le 9 juillet 2001,

rapporté par The Daily Yomiuri du 11 juillet 2001).

Les économistes s'accordent à considérer que le monde vient de faire son entrée dans une économie de troisième génération, basée sur l'information. Il est vrai que dans ce secteur le Japon a pris une longueur d'avance.

JEAN-CLAUDE COURDY

www.geopolitis.net